Tribunes publiées dans le Journal n°137

Jacky Viltart
Majorité municipale
Au nom de la majorité municipale
Où sont les vaccins ?

Le 14 janvier dernier, le Préfet annonçait l'ouverture de 17 centres de vaccination en Seine-Saint-Denis dans 16 communes (2 centres sont situés à Saint-Denis) sur les 40 que compte notre département. Près de deux mois après, le moins que l'on puisse dire est que se faire vacciner est devenu un vrai parcours du combattant pour nos seniors. L'absence de doses de vaccin et les communes qui ne jouent pas le jeu et réservent « leurs vaccins » à leurs habitants n'ont, il est vrai, pas aidé à améliorer la situation.

Au Blanc-Mesnil, à l'image de notre action depuis le début de cette crise, nous sommes prêts.

Quand les commerçants ont eu besoin de masques, nous étions là.

Quand les écoles ont dû être désinfectées dans le respect d'un protocole strict, nous étions là. Quand nous avons dû sécuriser l'activité du personnel municipal avec la mise en place d'hygiaphones et de balises de signalement, nous étions là. Quand il a été demandé aux parents de fournir des masques pour leurs enfants dans les écoles, nous leur en avons fourni. Nous étions là. Depuis le mois de décembre dernier, le Maire a signifié par courrier au Préfet, à deux reprises, que nos Centres Municipaux de Santé et notre personnel se tenaient prêts à vacciner les Blanc-Mesnilois qui le souhaitent. Cette démarche a d'ailleurs permis à notre Ville d'obtenir la vaccination de près d'une centaine de seniors dans une ville voisine. Mais c'est loin d'être suffisant, nous attendons de l'État qu'il nous donne les moyens de protéger la population. De notre côté, tout est prêt.

Pour la vaccination, nous serons là.

Tatiana Benkaba, Katia Gomez, Sandrine Hedel, Karima Khatim, Sabah Milot
« Blanc-Mesnil à venir »
Au nom du groupe Blanc-Mesnil à venir
Si la journée mondiale pour les droits des femmes ne dure que le 8 mars, c'est tout au long de l'année que l'égalité entre les hommes et les femmes doit être à l'ordre du jour des politiques publiques, des évolutions de la société et des comportements de chacun.

La vague #MeToo qui déferle sur le monde est une véritable bouffée d'oxygène pour toutes les femmes, et de ce fait, pour l'humanité toute entière. C'est aussi cette libération de la parole des femmes qui a permis que d'autres, hommes et femmes, s'expriment sur les drames de l'inceste.

Le combat féministe vient de faire une avancée considérable et souhaitons-le, irréversible. Mais libérer la parole ne suffit pas. Il faut que ces paroles, ces souffrances, cette aspiration légitime à l'égalité et à la dignité trouvent maintenant une réelle écoute et des actes concrets. Cela doit se faire dans la proximité des lieux de vie afin de permettre à toutes les femmes d'être accueillies, écoutées, orientées.

Notre ville, après avoir été longtemps exemplaire sur ce sujet, est maintenant très en retard. C'est pourquoi nous demandons que des dispositifs supprimés par M. Meignen à son arrivée en 2014 soient rétablis : Permanences du Centre d'Information pour les Droits des Femmes et des Familles, dispositif « un toit pour elles » pour les femmes victimes de violences, une délégation d'élue aux droits des femmes et à l'égalité, avec un service dédié en charge de politiques publiques de protection et d'orientation.